
Intervention de Marjorie Alexandre – secrétaire confédérale – sur le chapitre 2 du programme d'action 2019-2023 de la CES

Mes chers camarades,

Je commencerai par remercier le secrétariat pour le travail effectué ces dernières années, et un remerciement tout particulier à Katja et à son équipe, pour l'engagement et le travail rigoureux sur les questions économiques.

Mes camarades, lors de son accession au poste de président de la Commission européenne en 2014, Monsieur Juncker, dans son premier discours sur l'état de l'Union, disait vouloir « redonner un nouveau souffle européen » et « faire en sorte que le modèle social européen ressorte clairement de chacune des actions de la Commission ». Hier, devant notre congrès, Monsieur Juncker s'est posé en fervent défenseur du social en Europe, dans un autosatisfecit destiné à nous mettre des étoiles plein les yeux. Pourtant, le bilan de cette commission est loin de faire rêver les travailleurs européens. Et le dernier discours sur l'état de l'Union du 12 septembre 2018 poursuivait dans la logique libérale où l'économie attaque toujours plus le social et l'environnemental.

Quand on parle de gouvernance économique et sociale au sein de l'Union européenne, il est fondamental de rappeler les principes du Traité de Rome, à savoir que l'économie soit au service du progrès social.

La construction européenne a été dévoyée pour consacrer le dogme de l'austérité budgétaire et du renforcement progressif de la gouvernance économique. Mes camarades, il n'y aura pas d'Europe des travailleurs sans un bilan de l'échec économique et social de cette gouvernance néolibérale de l'Europe. Via la procédure du système européen, elle a renforcé l'image d'une Europe des sanctions aux antipodes de l'Europe sociale et démocratique. La Grèce a subi de plein fouet cette Europe des sanctions et mon organisation Force Ouvrière tient à réaffirmer son soutien plein et entier aux travailleurs grecs et au GSEE, de même qu'à l'ensemble des travailleurs subissant encore aujourd'hui les conséquences de ces choix politiques.

NON, les travailleurs ne sont pas un coût mais une richesse.



NON, les investissements publics n'alourdissent pas la dette puisqu'ils sont un investissement pour le futur.

OUI, les services publics sont un outil de redistribution des richesses nécessaires à l'égalité.

OUI pour le social mais non à un simple énoncé voué à simplement se donner bonne conscience.

A la vision de l'Europe des marchés, le syndicalisme européen oppose son attachement aux fondements de la construction européenne basée sur la solidarité, la coopération et la justice sociale, à l'Europe des travailleurs, dans un idéal de paix. C'est la vision portée par mon organisation Force Ouvrière.

Confédération Générale du Travail Force Ouvrière

141 avenue du Maine - 75680 Paris Cedex 14

www.force-ouvriere.fr

SIRET : 784 578 247 00040- Code APE 9420 Z